

**PORTANT PROROGATION DES RESTRICTIONS TEMPORAIRES
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1, L.2213-2, L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article L.113-2 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles L.325-1 à L.325-3 et l'article R.417-10 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Vu le Règlement de Voirie Communal approuvé par délibération n°25 du Conseil Municipal en date du 19 novembre 2018 ;
Vu l'arrêté municipal n°AT-2025-0992 délivré le 08 juillet 2025 réglementant le stationnement et la circulation avenue du Loup et sur diverses voies à proximité, dans le cadre de la rénovation du tapis de la voie ;
Considérant que les travaux ne sont pas terminés ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – L'arrêté municipal n°AT-2025-0992, délivré le 08 juillet 2025 dans le cadre de la rénovation du tapis de la voie, est prorogé jusqu'au **19 septembre 2025**.

ARTICLE 2 – Jusqu'au 19 septembre 2025, le stationnement des véhicules est interdit et considéré comme gênant **avenue du Loup** dans sa partie comprise entre la rue Jean-Jacques de Monaix et l'avenue de Saragosse, suivant la signalisation mise en place sur les lieux sauf pour les entreprises chargées des travaux.

ARTICLE 3 – Jusqu'au 19 septembre 2025, la circulation des véhicules est interdite **avenue du Loup** dans sa partie comprise entre la rue Jean-Jacques de Monaix et l'avenue Honoré Baradat, en fonction des besoins du chantier, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux. Seuls les riverains pourront accéder à leur domicile suivant l'avancement du chantier.

ARTICLE 4 – Jusqu'au 19 septembre 2025, une déviation sera mise en place par l'avenue de Saragosse et l'avenue de Buros, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 5 – Jusqu'au 19 septembre 2025, afin de faciliter l'accès des riverains à leur habitation, une déviation sera mise en place par la rue Jean-Jacques de Monaix, la rue Devéria, la rue Anatole France, la rue Jean Jaurès et l'avenue Honoré Baradat, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

- La circulation des véhicules **rue Jean Jaurès** dans sa partie comprise entre l'avenue Honoré Baradat et la rue Aristide Briand s'effectuera dans le sens Sud-Nord, de la rue Aristide Briand vers l'Avenue Honoré Baradat, en fonction des besoins du chantier, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

- La circulation des véhicules **rue Anatole France** dans sa partie comprise entre l'avenue du Loup et la rue Jean Jaurès, **rue Emile Zola, rue Aristide Briand** dans sa partie comprise entre l'avenue du Loup et la rue Jean Jaurès, s'effectuera en double sens, en fonction des besoins du chantier, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

- La circulation des véhicules **place Peyroulet** s'effectuera en double sens, en fonction des besoins du chantier, suivant la signalisation mise en place sur les lieux par l'entreprise réalisant les travaux.

ARTICLE 6 – Les entreprises chargées des travaux doivent prendre sous leur responsabilité et à leurs frais, toutes les mesures relatives à l'exploitation du domaine public et à la sécurité de la circulation (mise en place, entretien, surveillance de la signalisation) conformément à la réglementation en vigueur. Elles maintiendront en place la signalisation réglementaire afin d'interdire la circulation et le stationnement. Elles seront responsables de la conformité du positionnement de cette signalisation et devront être en mesure de pouvoir justifier cette installation sur simple demande des services municipaux en cas de litige avec un automobiliste verbalisé ou dont le véhicule a été mis en fourrière.

ARTICLE 7 – Tout véhicule en stationnement gênant ou en infraction aux dispositions du présent arrêté sera enlevé et mis en fourrière à la diligence des Services de Police aux risques et périls du propriétaire du véhicule. Cette opération sera effectuée par les Services Techniques Municipaux ou par les soins d'une société agréée et dûment requise à cet effet. Les frais d'enlèvement et de mise en fourrière seront à la charge de l'utilisateur du véhicule ayant commis l'infraction.

ARTICLE 8 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 9 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

18/09/2025

Fait à Pau, le 16 septembre 2025